



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/943
2 août 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Point 121 de l'ordre du jour

FINANCEMENT ET LIQUIDATION DE L'AUTORITÉ PROVISOIRE DES NATIONS UNIES AU CAMBODGE

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la vérification des comptes relatifs à la liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), conformément à la résolution 48/255 de l'Assemblée générale en date du 26 mai 1994.

ANNEXE

Rapport du Comité des commissaires aux comptes
à l'Assemblée générale sur la vérification des
comptes relatifs à la liquidation de l'Autorité
provisoire des Nations Unies au Cambodge pour
la période s'achevant le 30 juin 1994

LETTRES D'ENVOI

Le 28 juin 1995

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint :

a) Le rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur la vérification des comptes relatifs à la liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, conformément à la résolution 48/255 de l'Assemblée générale en date du 26 mai 1994;

b) La lettre d'envoi au Président de l'Assemblée générale.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes de l'Inde,

Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Codanda Ganapathi SOMIAH

Monsieur le Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies
New York

/...

Le 28 juin 1995

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur la vérification des comptes relatifs à la liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, conformément à la résolution 48/255 de l'Assemblée générale en date du 26 mai 1994.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes de l'Inde,

Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Codanda Ganapathi SOMIAH

Monsieur le Président de l'Assemblée
générale des Nations Unies
New York

/...

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	6
II. CONCLUSION GÉNÉRALE	5 - 6	6
III. RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS	7	7
IV. RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	8 - 22	8
V. CONCLUSIONS DÉTAILLÉES	23 - 109	9
A. Planification du processus de liquidation	23 - 30	9
1. Phase initiale	23 - 25	9
2. Phase finale	26 - 27	10
3. Conséquences pour la vérification des comptes	28 - 30	10
B. Liquidation du matériel durable	31 - 61	11
1. État récapitulatif des actifs	34 - 37	12
2. Évaluation des actifs transférés d'une mission à une autre et modalités de transfert des coûts	38 - 43	13
3. Actifs devant être transférés à leur valeur d'origine	44 - 45	14
4. Cession des véhicules	46 - 51	14
5. Matériel de communication et matériel informatique - écarts d'inventaire négatifs	52 - 53	15
6. Dons au Cambodge de logements préfabriqués	54	16
7. Accusés de réception du matériel transféré	55 - 61	16
C. Constatation des pertes de biens	62 - 66	18
D. État de l'actif et du passif	67 - 104	19
1. Actifs	75 - 90	21
2. Passif	91 - 104	24

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
E. État des recettes et des dépenses	105 - 108	26
F. Présentation des résultats d'une liquidation . . .	109	27
VI. CONCLUSION	110 - 112	28
VII. REMERCIEMENTS	113	28

Appendices

I. A. Transferts de véhicules partiellement confirmés	29
B. Transferts de véhicules confirmés en totalité	29
C. Transferts de véhicules non confirmés	30
II. État des confirmations de transferts de matériel informatique . .	31
III. État des confirmations de transferts de groupes électrogènes . . .	32
IV. État des confirmations de transferts de matériel de transmissions	33

I. INTRODUCTION

1. En application des paragraphes 12 et 13 de la résolution 48/255 de l'Assemblée générale en date du 26 mai 1994, le Comité des commissaires aux comptes a procédé, au Siège de l'ONU, en octobre-novembre 1994, à une vérification des comptes relatifs à la liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC).

2. Le mandat de l'APRONUC au Cambodge est venu à expiration le 24 septembre 1993, date de promulgation de la Constitution cambodgienne. Un petit noyau de personnel est resté sur place après cette date pour gérer la phase initiale de la liquidation. Les derniers bureaux de l'Autorité au Cambodge ont été fermés le 25 mai 1994.

3. La vérification des comptes à laquelle a procédé le Comité portait sur la période de neuf mois allant du 1er octobre 1993 au 30 juin 1994, ce qui s'explique essentiellement par le fait que les opérations de l'APRONUC au Cambodge ont cessé en septembre 1993 et que les archives comptables correspondantes s'arrêtent au 30 juin 1994. Les aspects examinés étaient les suivants : a) planification de l'opération de liquidation; b) cession des biens durables; c) détermination de la juste valeur des autres éléments de l'actif et du passif de l'APRONUC; d) documents comptables établis pour la liquidation; et e) publication des résultats de la liquidation.

4. Les conclusions et recommandations du Comité ont été examinées avec l'Administration, dont les vues ont été, le cas échéant, reprises dans le présent rapport. Les principales conclusions et recommandations sont résumées dans les paragraphes 7 à 22, tandis que les conclusions détaillées de la vérification des comptes sont examinées aux paragraphes 23 à 109.

II. CONCLUSION GÉNÉRALE

5. L'objectif de toute liquidation est de réaliser l'actif de l'entité considérée afin de régler son passif. La liquidation doit donc être opérée avec diligence afin de réduire les coûts au minimum. Le risque le plus grave réside dans l'incertitude quant aux entrées de fonds grâce auxquelles l'APRONUC peut régler ses engagements. Il se pourrait donc qu'il faille s'attaquer au problème des contributions non acquittées si l'on veut éviter que la liquidation de l'APRONUC ne devienne une entreprise en soi.

6. En outre, étant donné le grand nombre de questions non résolues et les lacunes de la documentation relative à l'opération de liquidation, le Comité estime qu'il sera nécessaire de procéder prochainement à un examen complémentaire, dont les résultats seraient publiés dans le volume II du rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies à la fin de l'exercice biennal 1994-1995.

III. RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

7. Le Comité recommande de prendre les mesures correctives ci-après :

a) La différence de 7,9 millions de dollars entre l'actif de l'APRONUC tel qu'il ressort du rapport intérimaire du 8 novembre 1994 et la valeur totale de l'actif de l'APRONUC indiquée dans le rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/47/733/Add.1 doit faire l'objet d'une enquête afin de déterminer la valeur exacte de l'actif liquidé (voir par. 36);

b) Tous les transferts d'actifs à des missions et entités des Nations Unies qui ne sont pas encore confirmés doivent faire rapidement l'objet de relances, et d'enquêtes si divergence il y a. Il conviendrait en outre de mettre au point des procédures standard pour le transfert des actifs et la confirmation de ces transferts afin de permettre une réaction rapide et appropriée et d'améliorer la transparence du processus de liquidation des actifs (voir par. 51, 56, 57 et 61);

c) L'écart de 3,3 millions de dollars entre la valeur des locaux préfabriqués signalés comme ayant été donnés au Gouvernement cambodgien et la valeur confirmée de ce don d'actifs devrait faire l'objet d'une enquête (voir par. 54);

d) La perte de matériel de transmissions et de matériel informatique d'une valeur totale après amortissement de 2,5 millions de dollars, qui serait en partie imputable à des fraudes ou négligences, devrait faire l'objet d'une enquête afin d'établir les responsabilités à cet égard (voir par. 52);

e) Il conviendrait d'accélérer l'examen des cas en suspens de mise à la réforme de matériels, d'une valeur d'inventaire de 62,6 millions de dollars, afin que la valeur des actifs de l'APRONUC passés par profits et pertes puisse être déterminée avec précision (voir par. 66);

f) Il conviendrait qu'à l'avenir, les éléments de l'actif et du passif d'une mission en liquidation fassent l'objet d'une vérification matérielle, minutieuse et indépendante, avant que l'actif soit réalisé et le passif réglé (voir par. 36 et 72);

g) En attendant que soit arrêtée une politique de l'évaluation et du transfert des coûts des actifs entre les missions, la pratique actuelle qui consiste à ne pas créditer les missions en liquidation de la valeur des actifs transférés à d'autres missions, ce qui n'est pas conforme aux pratiques comptables généralement reconnues, doit être signalée dans une note aux états financiers consolidés des opérations de maintien de la paix (voir par. 43);

h) Il conviendrait d'envisager la liquidation rapide des engagements non réglés de l'APRONUC afin d'éviter le surcroît de dépenses inhérent à toute liquidation qui traîne en longueur (voir par. 82);

i) Il conviendrait de déterminer dans quelles circonstances des décaissements se montant à 2,3 millions de dollars ont été effectués sans que

/...

les documents d'engagement de dépense correspondants aient été délivrés (voir par. 95 et 96).

IV. RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

8. En l'absence de procédures bien établies pour les opérations de liquidation, les valeurs de réalisation du matériel n'ont pas été établies de manière indépendante avant la date de liquidation (voir par. 24).

9. La mise en place tardive de l'équipe chargée de la liquidation et le retard intervenu dans le retrait des archives de l'APRONUC de l'entrepôt du New Jersey ont contribué à retarder l'opération de liquidation (voir par. 28 et 29).

10. La comparaison des montants de l'actif de l'APRONUC indiqués dans le rapport du 8 novembre 1994 et dans le rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/47/733/Add.1 fait apparaître une différence (en moins) inexplicée de 7,9 millions de dollars (voir par. 36).

11. Dans la pratique actuelle de l'ONU, les missions en liquidation ne sont pas créditées de la valeur de leurs actifs transférés à d'autres missions, la valeur des actifs reçus par ces dernières étant simplement déduite du montant des demandes de crédits de la mission bénéficiaire du transfert (voir par. 40).

12. Aucun élément de preuve ne permet de confirmer que les unités d'habitation préfabriquées qui n'avaient pas été assemblées, et dont la valeur est de 2,7 millions de dollars, ont été effectivement transférées à leur coût d'origine, conformément aux instructions du Secrétaire général (voir par. 45).

13. À la date de la vérification des comptes, le transfert de 968 véhicules de divers type sur un total de 4 811 véhicules transférés, ainsi que celui de 383 minibus Mitsubishi, n'étaient toujours pas confirmés (voir par. 48 et 50).

14. Du matériel de transmissions d'une valeur après amortissement de 1,8 million de dollars n'a pas été retrouvé, et du matériel informatique d'une valeur de 720 060 dollars dont la perte est imputée à des fraudes ou des négligences fait l'objet d'une enquête (voir par. 52).

15. Il ressort des pièces comptables disponibles que la valeur des unités préfabriquées comptabilisées comme don au Gouvernement cambodgien excède de 3,3 millions de dollars la valeur confirmée du don (voir par. 54).

16. Les nombreux écarts constatés par rapport aux accusés de réception des actifs transférés de l'APRONUC à d'autres missions, essentiellement pour cause de réponses tardives ou insuffisantes, ont rendu impossible un véritable contrôle de ces transferts (voir par. 60).

17. Le Comité de contrôle du matériel du Siège n'avait pas encore entamé l'examen des recommandations du Comité local de contrôle du matériel de l'APRONUC à propos des cas de mise à la réforme relevant des catégories A et SB, qui représentent au total 62,6 millions de dollars (voir par. 63 et 64).

/...

18. Il n'a été procédé à aucun examen indépendant en vue de confirmer la valeur réalisable des autres éléments de l'actif et du passif de l'APRONUC avant de procéder à la liquidation, comme cela est exigé dans toutes les opérations de ce type (voir par. 70).

19. Les contributions non acquittées se montaient à 224,4 millions de dollars au 30 juin 1994. Certains pays n'avaient effectué aucun versement depuis longtemps, et aucun versement n'a été effectué en ce qui concerne le solde non réglé de 4,6 millions de dollars de contributions au titre de la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC) (voir par. 81 et 82).

20. Un montant de 486 961 dollars est à recevoir des gouvernements, essentiellement en raison de dommages, pertes et vols de matériel facturés à des membres des contingents. Il est permis de douter que ces montants puissent être recouvrés sans la coopération des gouvernements respectifs (voir par. 87).

21. Contrairement aux procédures comptables de l'ONU, des décaissements se montant à 2,3 millions de dollars ont été effectués sans que des documents d'engagement des dépenses aient été établis. Ce montant a en outre été indûment inscrit en tant que solde débiteur parmi les engagements non réglés, au lieu d'être imputé aux comptes de dépenses appropriés (voir par. 95 et 96).

22. Pour la période allant du 1er octobre 1993 au 31 décembre 1993, alors que l'APRONUC était en liquidation, le montant des décaissements effectués était supérieur de 9,5 millions de dollars à celui des allocations de crédits sans que les dépassements en question, enregistrés à deux rubriques budgétaires, aient été avalisés au préalable par le Contrôleur (voir par. 107).

V. CONCLUSIONS DÉTAILLÉES

A. Planification du processus de liquidation

1. Phase initiale

23. Le plan de liquidation des actifs a été établi par le Directeur de l'administration de l'APRONUC conjointement avec le Directeur de la Division de l'administration et de la logistique des missions (ancienne Division des opérations hors Siège). Il était justifié de nommer un comité de contrôle de la liquidation étant donné la grande quantité de matériel que l'APRONUC avait accumulée au Cambodge et la valeur élevée de ce matériel.

24. Il aurait toutefois fallu établir, de préférence en faisant appel à une équipe indépendante extérieure à l'APRONUC, la valeur réalisable du matériel (y compris les véhicules) à la date du 1er octobre 1993. Les chiffres ainsi obtenus auraient permis d'obtenir la base nécessaire pour liquider tous les avoirs acquis durant la période du mandat. Ce type d'évaluation est indispensable pour toutes les opérations de liquidation.

25. Tout en reconnaissant qu'une équipe indépendante aurait dû être sur place avant la fin du mandat, l'Administration a expliqué que cela n'avait pas été possible en raison de l'envergure de la mission et du manque de compétences. Plusieurs fonctionnaires, y compris des experts du Groupe de contrôle et

/...

d'inspection du matériel, avaient inventorié le matériel et élaboré des recommandations concernant sa liquidation.

2. Phase finale

26. Le 10 octobre 1994, le Département des opérations de maintien de la paix a nommé une équipe chargée d'administrer l'étape finale du processus de liquidation. Cette équipe est actuellement composée de quatre anciens fonctionnaires de la mission. Le Comité des commissaires aux comptes croit comprendre que l'effectif sera porté à 10 personnes pour pouvoir absorber le volume de travail envisagé.

27. Selon les estimations du Département des opérations de maintien de la paix, l'étape finale du processus de liquidation aurait dû être achevée en février 1995. Toutefois, cette date a déjà été considérablement repoussée en raison du retard avec lequel les États Membres règlent leurs arriérés de contributions et les pays fournisseurs de contingents présentent leurs demandes de remboursement – sans parler des problèmes administratifs rencontrés. Afin de permettre aux États Membres de fournir un complément d'information au sujet de ces demandes, y compris des éclaircissements concernant le matériel appartenant aux contingents, le Département a l'intention de poursuivre l'opération et de la mener à bien d'ici au 31 décembre 1995. À cet effet, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a été saisi pour examen d'une proposition visant à ce qu'un crédit budgétaire de 922 000 dollars soit alloué pour la période allant du 1er juillet 1994 au 31 décembre 1995.

3. Conséquences pour la vérification des comptes

28. La deuxième question qui préoccupe le Comité des commissaires aux comptes est le moment auquel a été nommée l'équipe chargée de la liquidation. Cette équipe aurait dû être constituée dès le départ pour superviser l'opération du début jusqu'à la fin. Elle aurait dû être en place au moins trois mois avant que l'APRONUC ne cesse ses activités au Cambodge. Or, elle n'a été nommée qu'en octobre 1994.

29. Le contrôle de la liquidation a été doublement entravé par le retard avec lequel les archives de l'APRONUC ont été retirées de l'entrepôt du New Jersey où elles avaient été placées en raison du manque de locaux au Siège de l'ONU, et par l'insuffisance des préparatifs concernant la vérification. Certaines des pièces requises se trouvaient encore dans l'entrepôt à la fin de la vérification. Le Comité des commissaires aux comptes a été informé que le nécessaire allait être fait pour pouvoir entreposer convenablement les archives des missions achevées.

30. L'Administration a expliqué que des mesures avaient été prises pour renforcer l'équipe chargée de la liquidation et veiller à ce que les archives de l'APRONUC soient retirées du port dès que possible. Elle a expliqué en outre que la Section des archives et de la gestion des dossiers du Bureau des services de conférence et services d'appui avait pris les dispositions voulues pour entreposer dans des locaux privés les archives des missions récemment achevées.

De plus, afin d'éviter à l'avenir des problèmes d'espace et d'hygiène, il était prévu d'inscrire dans le budget consacré à la liquidation de chaque mission un montant pour l'entreposage des archives, ce qui permettrait d'obtenir des locaux extérieurs en fonction des besoins.

B. Liquidation du matériel durable

31. La liquidation du matériel durable de l'APRONUC a commencé en août 1993 sur la base du principe proposé par le Secrétaire général, selon lequel le matériel devrait être transféré à d'autres missions dans tous les cas où il serait possible et rentable de le faire; pour sa part, l'Assemblée générale a décidé d'appliquer ce principe et d'approuver la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires suivant laquelle le matériel dont le coût avait déjà été imputé sur le budget d'une opération donnée devrait être désormais imputé sur le budget de l'opération à laquelle il était transféré mais sans être porté au débit de ladite opération (A/47/990, par. 29).

32. En l'occurrence, le matériel à liquider était estimé à environ 175 millions de dollars. Il s'agissait de vérifier en détail l'ensemble de la liquidation pour détecter les lacunes importantes afin d'y remédier et d'améliorer à l'avenir les autres opérations de liquidation. La vérification visait donc à déterminer si :

- a) Tout le matériel avait été inventorié, avec pièces à l'appui;
- b) Le matériel avait été correctement classé en matériel à vendre, à transférer, à remettre en don et à réformer;
- c) La valeur assignée au matériel avait été calculée de manière objective;
- d) Le produit de la vente du matériel avait été convenablement comptabilisé;
- e) Le matériel transféré à d'autres missions de maintien de la paix avait été effectivement reçu par ces missions;
- f) Le Gouvernement cambodgien avait bien accusé réception du matériel dont il lui avait été fait don;
- g) Les modalités de notification des pertes avaient été appliquées après août 1993 et toutes les pertes dûment signalées;
- h) L'autorisation voulue avait été obtenue pour le matériel vendu, remis en don ou réformé.

33. Afin de procéder à ces vérifications, le Comité des commissaires aux comptes a obtenu et examiné les informations dont disposaient l'équipe chargée de la liquidation et la Division de l'administration et de la logistique des missions.

1. État récapitulatif des actifs

34. On trouvera au tableau ci-après la valeur après amortissement des actifs de l'APRONUC classés par catégorie de matériel et mode de liquidation, comme il est indiqué dans le projet de rapport présenté le 8 novembre 1994 par l'équipe chargée de la liquidation.

(En dollars des États-Unis)

Catégorie de matériel	Dons	Ventes	Vols	Transferts	Mise à la réforme	Total	Total figurant dans le document	Différence
							A/47/733/Add.1	
Véhicules	68 573	2 804 139	2 176 895	52 049 968	1 212 042	58 311 617	46 630 000	11 681 617
Logements préfabriqués	17 467 245	241 288	260 923	19 533 582	241 934	37 744 972	35 410 000	2 334 972
Matériel de transmissions	15 768 093	33 684	2 026 705	12 666 380	78 225	30 573 087	30 480 000	93 087
Groupe électrogène	2 109 961	205 136	410 083	13 480 478	384 421	16 590 079	11 120 000	5 470 079
Matériel de soutien aux opérations aériennes	1 576 296		3 109	6 353 920	—	7 933 325	2 040 000	5 893 325
Matériel informatique	459 189	208 970	47 097	2 899 967	92 997	3 708 220	5 830 000	(2 121 780)
Mobilier et accessoires	12 906	97 462	663	1 491 774	54 948	1 657 753	1 580 000	77 753
Photocopieuses	1 692	35 033	—	1 790 590	107 664	1 934 979	1 300 000	634 979
Télécopieurs	1 629	1 629	—	138 652	1 423	143 333	170 000	(26 667)
Matériel de rénovation de bâtiments publics	1 873 845	—	—	—	—	1 873 845	450 000	1 423 845
Installations militaires	—	—	—	—	—	0	2 400 000	(2 400 000)
Ponts	1 510 405	800 000	—	—	—	2 310 405	2 700 000	(389 595)
Matériel d'épuration d'eau et autres	112 251	—	44 598	1 076 297	47 891	1 281 037	1 300 000	(18 963)
Conteneurs	—	—	1 152	970 440	9 860	981 452	450 000	531 452
Matériel de déminage	—	—	—	—	—	0	2 470 000	(2 470 000)
Divers	144 151	1 423 464	38 010	7 991 262	341 040	9 937 927	5 900 000	4 037 927
Total	41 106 237	5 850 805	5 009 234	120 443 310	2 572 445	174 982 031	150 230 000	24 752 031

35. Il a été noté durant la vérification que le Directeur de l'administration de l'APRONUC avait pris des dispositions pour que des équipes effectuent des inventaires dans toutes les zones éloignées, le Comité de contrôle de la liquidation ayant ainsi dû obtenir des informations détaillées sur tous les articles, y compris le numéro de série, la quantité, l'emplacement, la valeur d'origine et la valeur après amortissement. Toutefois, aucun état comptable n'a été produit aux fins d'examen durant la vérification. Le Comité des commissaires aux comptes n'a donc pu vérifier si la mission disposait effectivement de tout le matériel inventorié étant donné que, comme on l'a constaté ailleurs, un grand nombre de demandes de réforme (62,6 millions de dollars) restaient encore à examiner au Siège de l'ONU.

36. L'Administration a expliqué que l'état récapitulatif figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/47/733/Add.1) avait été établi à la mission en avril 1993, juste avant les élections et sur la base des articles inventoriés que l'APRONUC avait reçus au Cambodge. Le rapport ne mentionne donc pas les 705 minibus Mitsubishi et les unités d'hébergement de quatre hommes d'une valeur totale de 16 838 988 dollars qui, suivant l'Administration, n'ont pas été livrés à l'APRONUC mais réexpédiés ailleurs. L'écart de 24 752 031 dollars figurant dans l'état récapitulatif donné plus haut est donc réduit d'autant, mais s'élève néanmoins à un montant inexplicé de 7 913 043 dollars. Une investigation s'impose à ce sujet.

/...

37. Le Comité des commissaires aux comptes a été informé que l'Administration diligentait actuellement une enquête sur cette différence de 7 913 043 dollars et qu'une explication serait donnée lors de l'apurement des comptes de liquidation de l'APRONUC.

2. Évaluation des actifs transférés d'une mission à une autre et modalités de transfert des coûts

38. Au paragraphe 29 de son rapport A/47/990 du 30 juillet 1993, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a fait les observations suivantes :

"En ce qui concerne le matériel transféré d'une opération à une autre, le Comité réaffirme de nouveau qu'à son avis, il n'est pas juste de facturer deux fois les mêmes articles aux États Membres même si le montant demandé tient compte des amortissements et est ultérieurement porté au crédit de l'opération pour laquelle le matériel était initialement destiné. Le Comité recommande donc que le matériel dont le coût a déjà été imputé sur le budget d'une opération donnée figure dans le budget de l'opération à laquelle il est transféré mais pas dans le calcul des quotes-parts mises en recouvrement pour financer ladite opération."

39. Le Comité a également noté que l'Assemblée générale avait décidé, au paragraphe 10 de sa résolution 48/240 B du 29 juillet 1994, "sans que cela crée un précédent," que tous les avoirs de l'Opération des Nations Unies au Mozambique qui devaient être transférés à d'autres opérations de maintien de la paix ou organes des Nations Unies ne devaient l'être qu'après que leur valeur aurait été déterminée et que l'on aurait prévu dans les budgets des entités bénéficiaires de quoi rembourser le Compte spécial pour l'Opération des Nations Unies au Mozambique, remboursement qui devrait se faire rapidement dès réception des fonds.

40. À l'heure actuelle, les missions en cours de liquidation ne sont pas créditées de la valeur des actifs transférés à d'autres missions : celle-ci est simplement déduite du montant des crédits budgétaires demandés pour les missions bénéficiaires, comme le Comité consultatif l'a recommandé. La décision de l'Assemblée générale relative à l'Opération des Nations Unies au Mozambique est plus conforme aux principes comptables généralement reconnus, en ce qu'elle considère chaque mission comme une entité distincte. Mais cette décision, qui avait un caractère exceptionnel, n'était pas supposée s'appliquer aux autres missions en cours de liquidation.

41. D'un point de vue strictement comptable, chaque mission est traitée comme une entité distincte. Ne pas créditer une mission de la valeur du matériel transféré à d'autres missions conduit à donner une image inexacte des opérations financières de cette mission. De plus, si une mission en cours de liquidation (comme l'APRONUC) se trouve dans l'incapacité d'honorer ses engagements, l'Organisation risque de se trouver contrainte de demander à nouveau une contribution aux États Membres.

42. L'Administration a admis qu'il était sans doute justifié, du point de vue comptable, de créditer la mission dont les actifs sont transférés à d'autres de la valeur comptable résiduelle de ces actifs, tout en expliquant que cette règle était pratiquement impossible à appliquer en raison du travail administratif que cela entraînerait. Elle a ajouté que, comme l'Assemblée générale l'avait demandé dans sa résolution 49/233 du 23 décembre 1994, elle était en train de revoir les modalités d'évaluation et de transfert du coût des actifs des opérations de maintien de la paix en cours de liquidation.

43. En attendant qu'aient été établis des principes applicables à toutes les opérations de maintien de la paix, le Comité recommande que la méthode actuellement utilisée en cas de transfert de matériel appartenant à une mission en cours de liquidation soit décrite dans une note aux états financiers consolidés relatifs aux opérations de maintien de la paix, attendu qu'elle n'est pas conforme aux principes comptables généralement reconnus.

3. Actifs devant être transférés à leur valeur d'origine

44. Dans le document A/47/733/Add.1, le Secrétaire général avait recensé un certain nombre de modules d'hébergement préfabriqués qui, n'ayant jamais été installés, ne devaient pas être amortis et devaient être transférés pour leur valeur d'origine, soit un montant total de 14,7 millions de dollars environ. Ce chiffre comprenait 3 729 124 dollars représentant la valeur d'origine de 66 camps. Si l'on y ajoute les 230 556 dollars représentant la valeur des modules d'hébergement pour quatre hommes, jamais installés, qui figuraient dans l'état récapitulatif au 27 septembre 1993 des logements préfabriqués appartenant à l'APRONUC, on arrive à un total de 3 959 680 dollars. Ce chiffre tient compte des 117 unités démontées, d'une valeur de 1 250 000 dollars, qui ont été transférées au coût d'origine à l'Opération des Nations Unies en Somalie.

45. On n'a trouvé aucun justificatif qui aurait confirmé que les autres unités, dont la valeur d'origine totale s'établissait à 2 709 680 dollars, aient été transférées soit pour leur valeur comptable résiduelle, soit pour leur valeur d'origine comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général (A/47/733/Add.1). Le Département des opérations de maintien de la paix a entrepris d'éclaircir ce point.

4. Cession des véhicules

46. Des véhicules et du matériel connexe, d'une valeur de 51 695 200 dollars, ont également été retirés des actifs, comme suit :

	(En dollars É.-U.)
Transferts	45 668 930
Ventes	2 255 505
Vols	2 176 896
Passation par profits et pertes	1 212 042
Dons	381 827
	<hr/> 51 695 200 <hr/>

47. Les vérificateurs ont noté que 4 811 véhicules devant être transférés à d'autres missions avaient tous été expédiés, sur 12 bateaux différents, entre le

/...

8 août 1993 et le 13 janvier 1994. Les missions bénéficiaires ont accusé réception de 3 191 véhicules de toutes catégories, mais quatre d'entre elles ont déclaré n'avoir reçu que 652 des 955 véhicules qui leur avaient été transférés (voir appendice I.A et B). En outre, huit missions n'ont toujours pas accusé réception des 665 véhicules qui leur étaient destinés, bien que la dernière expédition soit partie le 13 janvier 1994 (voir appendice I.C).

48. En résumé, 968 des 4 811 véhicules transférés n'ont toujours pas fait l'objet d'un accusé de réception. L'Administration a demandé par télécopie à toutes les missions concernées de confirmer qu'elles avaient reçu tous les actifs de l'APRONUC qui leur avaient été transférés.

49. Comme on l'a indiqué au paragraphe 36 ci-dessus, la valeur totale des véhicules ne tient pas compte des 6 190 628 dollars représentant la valeur de 705 minibus Mitsubishi, initialement achetés pour l'APRONUC, qui ont été transférés ou vendus à d'autres missions ou organismes des Nations Unies entre mai 1993 et janvier 1994.

50. Lorsqu'on a voulu vérifier, au cours de l'audit, les transferts et ventes de minibus, on a constaté que, pour 383 d'entre eux, les missions bénéficiaires mentionnées ci-après n'avaient pas accusé réception du matériel :

<u>Mission</u>	<u>Nombre de véhicules</u>
ONUSOM	266
Force de protection des Nations Unies (FORPRONU)	70
Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT)	1
Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL)	33
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST)	13
	<hr/>
	383
	<hr/>

51. Pour pouvoir faire un rapport exhaustif sur les actifs de l'APRONUC (quantité et valeur) et leur liquidation, le Comité a demandé de rechercher la cause des écarts relatifs aux logements préfabriqués et aux véhicules et d'en rendre compte dans le rapport final. L'Administration a entrepris des démarches auprès des missions concernées et les observations pertinentes seront consignées dans le rapport final sur la liquidation des actifs de l'APRONUC.

5. Matériel de communication et matériel informatique – écarts d'inventaire négatifs

52. Dans un mémorandum interservices ayant trait au rapport final sur le matériel de communication daté du 24 février 1994, il était indiqué qu'on avait constaté un écart d'inventaire négatif de 1 757 873 dollars. En outre, dans un rapport du Comité d'enquête de l'APRONUC en date du 14 février 1994 (CS/30-affaire No 545), il était indiqué que l'on ne savait toujours pas ce qu'il était advenu de 532 unités de matériel informatique (sur un total de 6 477 articles), d'une valeur comptable résiduelle de 720 069 dollars. Le matériel manquant comprenait 356 ordinateurs portables de la marque COMPAQ (579 013 dollars) et 176 imprimantes (42 524 dollars). Jugeant que la disparition des articles

/...

manquants pouvait être due à des fraudes ou à des négligences imputables à du personnel de l'APRONUC, le Comité d'enquête a demandé que l'on procède à un audit de la Section informatique. Le Comité des commissaires aux comptes estime qu'il faut enquêter de manière approfondie sur la disparition de tous les articles manquants, dont la valeur totale après amortissement atteint 2,5 millions de dollars, afin d'établir les responsabilités et d'obliger les intéressés à rendre compte de leurs actes.

53. L'Administration a précisé qu'un comité spécial de contrôle du matériel de l'APRONUC serait chargé de retrouver la trace du matériel de communication et du matériel informatique disparus. Ce comité doit être créé au Siège, avant que le Bureau des services de contrôle interne, à qui une enquête a été demandée, ne fasse part de ses observations et recommandations.

6. Dons au Cambodge de logements préfabriqués

54. Selon le rapport du 8 novembre 1994 sur les actifs de l'APRONUC, la valeur après amortissement des bâtiments préfabriqués donnés au Gouvernement cambodgien s'élevait à 17 467 245 dollars. Or, au vu de l'état récapitulatif des logements transférés au Gouvernement, le Comité a constaté que le transfert n'avait effectivement porté que sur 126 unités d'une valeur résiduelle totale de 14 138 776 dollars, chiffre correspondant aux accusés de réception établis par les fonctionnaires cambodgiens. Il reste donc un solde inexplicé de 3 328 469 dollars. Le Comité recommande d'enquêter sans attendre sur les raisons de cet écart, pour pouvoir prendre les mesures voulues.

7. Accusés de réception du matériel transféré

55. Au total, 1 347 modules d'hébergement, de divers types, ont été transférés à d'autres missions, comme suit :

<u>Mission</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u> (En dollars É.-U.)
ONUSOM	283	15 553 905
ONUMOS	904	1 096 071
FORPRONU	110	2 875 206
MONUL	50	8 400
	<u>1 347</u>	<u>19 533 582</u>

56. Selon les pièces justificatives des expéditions, ces modules ont été expédiés dans 173 conteneurs et 368 d'entre eux seulement étaient encore dans leur emballage d'origine. Pas plus l'ONUMOS que la FORPRONU et la MONUL n'en ont accusé réception. L'ONUSOM a confirmé avoir reçu 23 conteneurs et 99 modules préfabriqués se trouvant dans leur emballage d'origine, mais sans préciser la valeur du matériel reçu. Par ailleurs, lorsque les unités sont expédiées démontées, il est difficile de savoir exactement combien chaque conteneur en contient. Il faudrait de nouveau demander à toutes les missions ayant reçu du matériel de confirmer le nombre d'unités reçues et leur valeur, en fixant une date limite pour la réponse.

/...

57. Matériel informatique. Alors que 15 284 unités de matériel informatique, d'une valeur de 2 899 967 dollars, ont été transférées à 13 missions et trois organismes des Nations Unies, il n'a été établi d'accusés de réception que pour 1 316 articles, par sept missions. Parmi celles-ci, seules la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) et la MONUT ont reconnu avoir reçu la totalité des articles qui leur avaient été expédiés (103 et 15 respectivement). Les cinq autres missions n'ont accusé réception que de 1 198 articles, sur 13 044 (la liste du matériel dont il n'a pas encore été accusé réception figure à l'appendice II). Il faudrait obtenir des accusés de réception pour les 13 968 articles pour lesquels cet avis n'a pas encore été établi.

58. Groupes électrogènes. Le Comité a également noté que 3 033 groupes électrogènes, d'une valeur totale après amortissement de 13 480 478 dollars, ont été transférés à 13 missions et deux organismes des Nations Unies (voir appendice III). En ce qui concerne les accusés de réception de ces transferts, la situation est très diverse :

a) Cinq missions ont confirmé avoir reçu tous les groupes électrogènes qui leur ont été expédiés;

b) La quantité indiquée sur les accusés de réception établis par une mission est supérieure de neuf unités à la quantité qui lui aurait été transférée;

c) Une mission a accusé réception de 549 groupes, sur 1 292;

d) Trois missions ont simplement indiqué la valeur des groupes électrogènes reçus lorsque celle-ci différait de la valeur de transfert, sans mentionner les quantités reçues;

e) Trois missions et deux organismes des Nations Unies n'ont établi aucun accusé de réception.

59. Matériel de communication. Ce sont 20 717 articles au total, d'une valeur totale après amortissement de 12 306 798 dollars, qui ont été transférés à 19 missions et deux organismes des Nations Unies. Les missions n'ont accusé réception que de 8 962 articles, d'une valeur de 3 147 667 dollars (voir appendice IV).

60. Ces écarts montrent que les missions intéressées n'établissent pas de manière suffisamment rapide et précise tous les accusés de réception nécessaires, ce qui rend les contrôles inopérants. Comme, de surcroît, certaines ne mentionnent que les quantités reçues et d'autres que la valeur des articles transférés, il est quasiment impossible de faire le rapprochement entre la liste des articles transférés et celle des articles reçus.

61. Le Comité estime qu'il faut normaliser la procédure régissant les transferts d'actifs d'une mission à l'autre et l'établissement des accusés de réception pour que :

/...

a) L'Administration dispose rapidement d'informations complètes qu'elle puisse examiner et vérifier;

b) Que la liquidation des actifs se fasse de façon transparente.

En ce qui concerne les accusés de réception, des reçus comportant tous les détails nécessaires pourraient être établis en triple exemplaire. L'original et un double seraient envoyés en même temps que les articles transférés à la mission ou à l'organisme bénéficiaire, qui retournerait le double dûment signé, celui-ci constituant l'accusé de réception de la marchandise.

C. Constatation des pertes de biens

62. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale sur les opérations de maintien de la paix pendant l'exercice biennal 1992-1993^a, le Comité des commissaires aux comptes s'est préoccupé du fait que l'Administration avait été incapable de fournir des informations sur l'état des pertes subies par les missions d'envergure, y compris l'APRONUC, conformément à la règle de gestion financière 111.10 b). On a imputé cette lacune à divers facteurs, dont le nombre considérable et la grande valeur des avoirs de l'APRONUC, y compris le fait que le Comité local de contrôle du matériel de l'APRONUC n'avait pas rigoureusement respecté les procédures d'établissement de rapports. L'Administration a dès lors donné l'assurance que l'équipe chargée de la liquidation de l'APRONUC recevrait pour instruction d'accorder la priorité à cette question afin qu'un projet d'état de passation par profits et pertes puisse être mis au point en temps voulu.

63. La présente vérification du Comité a fait apparaître que, entre le 15 décembre 1992 et le 6 mai 1994, le Comité local de contrôle du matériel a procédé à un examen et recommandé, sous réserve de l'accord du Comité de contrôle du matériel du Siège, la passation par profits et pertes dans les cas suivants :

a) Au total, 347 cas de la catégorie A concernant des biens d'une valeur d'inventaire de 1 500 à 6 000 dollars au maximum;

b) Un nombre total de 183 cas de la catégorie SB concernant des biens dont la valeur dépasse 6 000 dollars, y compris les dons, cessions ou ventes de biens à un prix symbolique.

64. Il ressort de l'examen d'un rapport établi par la Section de contrôle du matériel de la Division de l'administration et de la logistique des missions sur les cas de passation par profits et pertes de l'APRONUC au 26 octobre 1994 qu'il n'a guère été donné suite aux recommandations du Comité local de contrôle du matériel tendant à la soumission de ces cas pour examen au Comité de contrôle du matériel du Siège. Parmi les 347 cas de la catégorie A, il a été donné suite à 12 seulement, 335 cas restant en suspens, cependant que 2 cas seulement ont été réglés parmi les 183 relevant de la catégorie SB. La valeur d'inventaire totale des cas en suspens s'élève à 62,6 millions de dollars.

65. Parmi les cas en suspens non encore traités aux fins de soumission pour examen au Comité de contrôle du matériel du Siège, on retiendra principalement les suivants :

<u>Numéro de référence</u>	<u>Description</u>	<u>Valeur</u> (En dollars É.-U.)
TAC/SB/033	Dons au Cambodge	41 048 041
TAC/SB/006	Actifs vendus au Cambodge	3 606 509
TAC/SB/023	Don de matériel de déminage	2 184 880
TAC/SB/320	Articles non restitués au stock	321 530
TAC/A/856	Véhicules portés disparus/volés	757 300

66. Le Comité a recommandé qu'il soit procédé rapidement à l'examen des recommandations non suivies d'effet du Comité local de contrôle du matériel de sorte que l'on puisse déterminer précisément la valeur des avoirs de l'APRONUC passés par profits et pertes aux fins de la présentation d'un rapport à l'Assemblée générale. L'Administration a donné au Comité l'assurance que le Comité de contrôle du matériel du Siège était sur le point d'achever l'examen de tous les cas en suspens concernant l'APRONUC et qu'elle lui en donnerait la confirmation.

D. État de l'actif et du passif

67. Un projet d'état de l'actif et du passif au 30 juin 1994 a été présenté pour vérification pendant la quatrième semaine de la période de six semaines prévue aux fins de la vérification. Bien que la règle veuille que l'Organisation des Nations Unies établisse des états financiers deux fois par an (juin et décembre), aux fins de l'audit de liquidation, il aurait été préférable de disposer d'un état plus récent qui permette de s'assurer raisonnablement de la réalisation de l'actif de l'APRONUC et de la liquidation de son passif.

68. Il est d'autant plus nécessaire de procéder à un examen détaillé de l'état de l'actif et du passif qu'une entité (en l'occurrence l'APRONUC) en liquidation n'a plus d'existence aux fins de la comptabilité financière et de l'établissement de rapports financiers. Autrement dit, les actifs de l'entité doivent être déclarés suivant leur valeur réalisable par rapport à leur valeur comptable, le passif en devant correspondre aux montants effectifs dont l'entité est redevable.

69. En conséquence, il a été procédé à une vérification détaillée de l'actif et du passif de l'APRONUC afin d'établir si :

a) Un organe indépendant du personnel de la mission a entrepris des travaux détaillés en vue de déterminer l'actif et le passif de l'APRONUC au 1er octobre 1993, date à laquelle la phase de liquidation initiale a officiellement commencé;

b) Les éléments de l'actif indiqués dans l'état de l'actif et du passif au 30 juin 1994 sont recouvrables pendant la période de liquidation;

/...

c) Les éléments du passif indiqués dans l'état de l'actif et du passif au 30 juin 1994 sont authentiques et correspondent au total du passif non encore liquidé par l'APRONUC.

70. Il a été fait observer qu'aucune vérification indépendante détaillée n'a été effectuée en vue d'établir le total de l'actif et du passif de l'APRONUC au 1er octobre 1993 comme prescrit pour toutes les opérations de liquidation. Toutefois, la Division de la comptabilité a assuré l'Administration que l'équipe chargée des finances de l'APRONUC avait soigneusement et rigoureusement comptabilisé tous les éléments de l'actif et du passif dans les comptes de l'APRONUC.

71. Le Comité recommande qu'à l'avenir il soit procédé à un examen exhaustif de l'actif et du passif de toute mission en liquidation avant que l'actif soit liquidé et le passif épongé. Une telle opération nécessiterait que l'on adresse une circulaire à tous les débiteurs et créanciers. À défaut, il faudrait examiner complètement toutes les pièces fournies à l'appui des chiffres donnés dans les états financiers.

72. Une fois l'actif et le passif de la mission en liquidation établis, l'équipe chargée de la liquidation devrait réaliser l'actif et éponger le passif promptement. Toutes révisions de l'actif et du passif déjà établis doivent être soumises pour enquête et approbation à une autorité supérieure.

73. Certes, il pourrait survenir des retards dans l'établissement de certains éléments du passif, par exemple, le remboursement du matériel appartenant aux contingents. Toutefois, la nécessité urgente d'établir ces éléments du passif à l'occasion des opérations de liquidation ne doit faire aucun doute.

74. L'état ci-après établi sur la base d'un projet que l'administration a soumis au Comité des commissaires au comptes regroupe la balance préliminaire de la mission au 22 mai 1994 et celle des opérations de l'APRONUC comptabilisées au Siège de l'Organisation des Nations Unies au 30 juin 1994.

Actif et passif au 30 juin 1994

(En milliers de dollars É.-U.)

Actif

Encaisse	12 073
Contributions non acquittées	224 366
Contributions annoncées	362
Sommes à recevoir	3 298
Charges comptabilisées d'avance	4 351
	<hr/>
Total	244 450
	<hr/>

Passif

Sommes à payer	6 179
Engagements non réglés	199 798
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	37 900
Dû au Fonds général de l'ONU	2 533
	<hr/>
Total	246 410
	<hr/>

Solde du compte

Solde	34 633
(Déficit)/excédent des recettes sur les dépenses	(36 593)
	<hr/>
Solde	(1 960)
	<hr/>
Total du passif et du solde du compte	244 450
	<hr/> <hr/>

1. Actifs

Encaisse

75. L'encaisse est constituée des éléments suivants :

(En milliers de dollars É.-U.)

Compte courant en dollars des États-Unis	85
Compte courant en monnaies autres que le dollar des États-Unis	1 025
Comptes à vue	10 100
Ordres de retrait négociables (compte d'avances temporaires)	863
	<hr/>
Total	12 073
	<hr/> <hr/>

/ ...

Apurement des comptes bancaires

76. Lors de la vérification des comptes, les états d'ajustement des comptes du mois de mai 1994 n'avaient pas été établis pour les soldes bancaires de la mission.

77. L'Administration a informé le Comité que le compte en baht No 004-3-04242 à la Siam Commercial Bank avait été apuré au 31 décembre 1994. L'apurement était en cours pour le compte en dollars des États-Unis No 800-03-0066-7 à la Cambodia Commercial Bank, et le compte en dollars des États-Unis No 015-003329 à la Chemical Bank.

78. Étant donné que la plupart des documents comptables ont été retirés du port et qu'une équipe a été constituée pour les opérations de liquidation, il faudrait s'atteler sans plus tarder à l'apurement de tous les soldes bancaires.

Compte à vue

79. Au 30 juin 1994, un montant de 10,1 millions de dollars était disponible dans un compte à vue auprès de la Chase Manhattan Bank. Ayant examiné les relevés bancaires et la correspondance entre la Banque et le Département du Trésor des États-Unis, le Comité des commissaires aux comptes a constaté que le solde était correctement comptabilisé.

Comptes d'avances temporaires

80. Tous les comptes d'avances temporaires ont été clos en mai 1994. Le Comité n'est toutefois pas en mesure de confirmer qu'il a été dûment rendu compte de tous ces comptes, aucun document ne lui ayant été fourni au cours de la vérification. L'Administration a par la suite informé le Comité qu'elle pourrait, par l'entremise de Sun Accounts Systems, mettre à sa disposition un listage des détenteurs desdits comptes avant leur clôture. Le Comité reviendra sur cette question lors d'une vérification complémentaire.

Contributions non acquittées

81. Le Comité a procédé à un examen détaillé des contributions non acquittées et, hormis un écart de 86 900 dollars correspondant à une surévaluation, il considère que le montant de 224,4 millions de dollars au 30 juin 1994 est exact.

82. D'autres sondages ont été effectués pour déterminer si tous les montants non réglés peuvent être recouvrés avant le 31 décembre 1995, date prévue de l'achèvement de la liquidation. Certains pays n'ont effectué aucun versement depuis longtemps et aucun montant n'a été versé en ce qui concerne le solde de contributions non réglées de 4 584 438 dollars au titre de la MIPRENUC. Il conviendrait de relancer le recouvrement des contributions non acquittées afin de permettre à l'APRONUC de régler tous les engagements qui ne le sont pas encore et d'empêcher que l'on se retrouve dans une situation où la liquidation traînerait en longueur, avec toutes les dépenses administratives et autres que cela implique.

Sommes à recevoir

83. Le compte "Sommes à recevoir" comprend :

(En milliers de dollars É.-U.)

Sommes dues par des fonctionnaires	283
Sommes à recevoir de fournisseurs	33
Sommes à recevoir d'organisations	2
Sommes à recevoir de gouvernements	487
Équipe de liaison militaire	263
Programme alimentaire mondial (PAM)	1 129
Volontaires des Nations Unies (VNU)	1 055
Revenu des placements	31
Sommes diverses à recevoir	15
	<hr/>
Total	3 298
	<hr/>

84. Sommes dues par des fonctionnaires. Cette rubrique comprend un montant net de 54 158 dollars dû par des membres du personnel de la mission, soit la différence entre un montant débiteur total de 389 260 dollars et un montant créditeur total de 335 102 dollars. Le montant débiteur représente des sommes dues par des membres du personnel de l'APRONUC, et les montants créditeurs correspondent à des avances au titre de l'indemnité de subsistance (missions) accordées à des fonctionnaires non rattachés à l'APRONUC venus en mission au Cambodge et pour lesquelles les bordereaux interservices permettant d'apurer les comptes créditeurs n'ont pas encore été reçus.

85. Il ressort de l'examen des opérations postérieures au 30 juin 1994 que rien n'a été fait, ou si peu, pour recouvrer le montant de 389 260 dollars dû par des membres du personnel de la mission. Le risque de non-recouvrement est réel en ce qui concerne la partie de ce montant due par des personnes qui ne sont plus employées par l'Organisation. Il faut immédiatement prendre des mesures de recouvrement et procéder à la compensation des bordereaux interservices.

86. L'Administration a indiqué qu'elle procédait au codage et à la vérification des bordereaux interservices afin d'apurer tous les comptes débiteurs et créditeurs concernés. Lorsque l'équipe chargée de la liquidation sera pleinement opérationnelle, tous les comptes à recevoir seront traités.

87. Sommes à recevoir de gouvernements. Le montant de 486 961 dollars à recevoir de gouvernements est essentiellement constitué par les sommes facturées à des particuliers et des gouvernements par le Comité local de contrôle du matériel au titre de biens endommagés, perdus ou volés. Toutefois, l'Administration n'a pas fourni une liste justificative de ce montant. Le recouvrement auprès de particuliers qui ne sont plus au service de l'Organisation ne sera pas chose aisée. S'agissant des sommes dues par des gouvernements, l'Administration peut s'arranger pour qu'elles soient déduites des sommes que l'APRONUC doit à ces derniers. En ce qui concerne les sommes réclamées à des débiteurs individuels, l'Administration a précisé que ces derniers étaient des membres des contingents et que les sommes réclamées aux

/...

membres des contingents sont traitées par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs.

88. Les sommes à recevoir de l'Équipe de liaison militaire, du PAM et des VNU sont considérées comme étant intégralement recouvrables, ce qui implique qu'il faut relancer ces débiteurs. Le montant de 1 128 805 dollars représente le solde du montant de quelque 2 millions de dollars avancé par l'APRONUC au PAM pour financer un programme alimentaire au Cambodge. Le PAM est tenu de présenter périodiquement un état des décaissements effectués. Le dernier état présenté portait sur la période s'achevant le 29 septembre 1993.

89. Le Comité a été informé en avril 1995 que le montant de 263 000 dollars dû par l'Équipe de liaison militaire de l'ONU avait été intégralement recouvré en septembre 1994. S'agissant des montants à recevoir du PAM et des VNU, l'Administration continue de s'occuper de la question. Entre-temps, le solde dû par les VNU a été ramené à 17 362 dollars.

90. Charges comptabilisées d'avance. Les charges comptabilisées d'avance sont constituées par les bordereaux interservices qui ne sont pas encore compensés et par les remises de fonds et les pertes nettes de change, qui doivent faire l'objet d'investigations et de compensation le moment venu.

2. Passif

Sommes à payer

91. Ce compte est composé des sommes à payer aux :

	(En milliers de dollars É.-U.)
États Membres	5 743
Autres créanciers	436
	<hr/>
Total	6 179
	<hr/> <hr/>

92. Les sommes à payer aux États Membres sont dues à ceux-ci au titre du remboursement des dépenses afférentes aux contingents, dépenses dont certains États Membres qui fournissent des contingents ont demandé de retarder le règlement jusqu'à nouvel ordre, et du remboursement d'avances faites par certains États Membres. Les opérations de vérification accomplies par le Comité ont confirmé que le montant indiqué était effectivement une dette de l'APRONUC. Le Comité a été informé que des versements en remboursement de dépenses afférents aux contingents avaient été effectués peu de temps auparavant pour la plupart des soldes non réglés.

Engagements non réglés

93. Les engagements non réglés, soit 199,8 millions de dollars, représentent le montant des sommes dues par l'APRONUC pour des biens et services acquis. La vérification de ces comptes visait essentiellement à établir l'existence des

/...

montants dus par l'APRONUC à des fournisseurs et à déterminer si les fonds sont suffisants pour régler ces engagements.

94. Il n'était pas possible d'établir rapidement une liste détaillée des engagements non réglés, par fournisseur, le système comptable existant ne permettant pas cela. Le Comité n'a donc pas été en mesure d'établir les montants dus à chaque fournisseur, encore qu'il ait obtenu une répartition de ces engagements par catégorie de dépenses. Pour les besoins du présent rapport, le Comité a regroupé les engagements non réglés en quatre catégories comme suit :

<u>Engagements non réglés</u>	(En milliers de dollars É.-U.)
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	80 153
Remboursement du matériel appartenant aux contingents	39 187
Demandes d'indemnisation	16 226
Divers ^a	64 232
Total	199 798

^a Dettes diverses, pouvant aller jusqu'à 6 millions de dollars.

95. Dépenses figurant indûment parmi les engagements non réglés. Des versements se montant au total à 2 277 448 dollars ont été effectués pour des dépenses qui n'avaient fait l'objet d'aucun document d'engagement de dépense. Ce montant a été comptabilisé comme solde débiteur dans les engagements non réglés au lieu d'être imputé aux rubriques de dépenses appropriées, sous-évaluant d'autant le solde des engagements non réglés.

96. Selon les procédures comptables de l'Organisation, toute modification des montants engagés à l'origine doit donner lieu à l'émission de modifications au document d'engagement. Le Comité recommande que le Département des opérations de maintien de la paix effectue une enquête approfondie sur la question et prenne des mesures correctives qui s'imposent.

97. L'Administration a répondu qu'il ne lui était pas possible de retrouver le montant exact dans l'état des allocations de crédit. Il pouvait toutefois s'agir de règlements excessifs par rapport aux montants effectifs des engagements correspondants.

98. Remboursements aux gouvernements aux taux standard. Le Comité a examiné dans le détail le montant non réglé au titre du remboursement aux pays qui fournissent des contingents et a constaté une sous-évaluation de 1 564 124 dollars, qui a été portée à l'attention du Département des opérations de maintien de la paix afin qu'il enquête sur la question et prenne les mesures correctives qui s'imposent.

99. Matériel appartenant aux contingents. Les vérificateurs des comptes n'ont pas pu disposer d'une liste détaillée des montants dus aux gouvernements à ce

/...

titre. Le Département des opérations de maintien de la paix confirme que le montant de 39 187 000 dollars est très inférieur au montant effectivement dû aux pays qui fournissent des contingents. Le Département était en train d'essayer d'évaluer le montant total de cette dette, et estimait qu'un montant de 80 millions de dollars environ était nécessaire pour rembourser intégralement les gouvernements. Le Département compte préciser ce montant, sur lequel il faudra s'entendre avec les gouvernements bénéficiaires.

100. Demandes d'indemnisation. Il n'a pas été fourni au Comité une liste des demandes d'indemnisation. Il n'a donc pas pu établir l'exactitude et l'exhaustivité du montant indiqué à cette rubrique.

101. Lors des versements intérimaires au titre du remboursement du matériel appartenant aux contingents, le Département des opérations de maintien de la paix avait avisé certains États Membres qu'ils devaient soumettre toutes les demandes d'indemnisation en suspens le 31 décembre 1994 au plus tard, afin qu'il puisse examiner toutes les demandes et statuer à leur sujet en février 1995 au plus tard. Le Comité examinera cette question dans la vérification complémentaire.

Somme due au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix

102. Le montant de 37,9 millions de dollars dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix se rapporte à une avance consentie à l'APRONUC pour assurer son fonctionnement. Il devait être remboursé au Fonds lors de l'encaissement des contributions restant à encaisser.

103. À cet égard, l'Administration a indiqué que des remboursements de 5 millions de dollars, 4,9 millions de dollars et 10 millions de dollars avaient été effectués respectivement le 13 décembre 1994, le 5 janvier 1995 et le 13 février 1995, ce qui avait ramené le montant restant dû à 18 millions de dollars.

Somme due au Fonds général de l'ONU

104. Le solde de 2 533 216 dollars correspond à l'excédent du montant dû au Fonds général (22 493 777 dollars) sur celui qui est dû par ledit fonds (19 960 561 dollars).

E. État des recettes et des dépenses

105. Les recettes et les dépenses de l'APRONUC pendant la période du 1er octobre 1993 au 30 juin 1994 ont été examinées en détail afin que soient vérifiés les points suivants :

a) Que toutes les recettes provenant de la vente de biens et tous les revenus des placements avaient été comptabilisés en totalité et de manière exacte;

b) Que les dépenses comptabilisées correspondaient à des produits effectivement livrés et à services effectivement fournis, dont l'achat avait été dûment autorisé;

/...

c) Que les règles édictées en matière de contrôle budgétaire avaient été respectées.

106. On trouvera ci-après un état des recettes et des dépenses pour la période du 1er octobre 1993 au 30 juin 1994.

(En milliers de dollars É.-U.)	
<u>Recettes</u>	
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	34 340
Contributions volontaires	—
Revenu des placements	290
Recettes accessoires	2 530
	<hr/>
<u>Dépenses</u>	37 160
Excédent des recettes sur les dépenses/(déficit)	(73 753)
	<hr/>
	(36 593)
	<hr/>

107. D'une manière générale, le Comité n'a rien relevé qui mérite d'être signalé dans l'état des recettes et des dépenses, sous réserve de l'observation suivante. Dans le système des Nations Unies, les dépenses sont soumises à l'ouverture de crédits. Lorsqu'on estime que les dépenses en cours vont dépasser les crédits ouverts, il faut une autorisation écrite et préalable du Contrôleur. Pendant la période du 1er octobre au 31 décembre 1993, des dépassements de crédit non négligeables ont été constatés à deux rubriques :

	<u>Crédits ouverts</u>	<u>Paiements effectués</u>	<u>Dépassement</u>
	(En dollars des États-Unis)		
Personnel civil			
Traitements et indemnités	18 000	25 400	7 400
Opérations aériennes	6 600	8 700	2 100
			<hr/>
			9 500
			<hr/>

108. Le Département des opérations de maintien de la paix convient parfaitement avec le Comité que les règles du contrôle budgétaire doivent être strictement respectées, tout particulièrement dans le cas du démantèlement d'une opération, où il faut soigneusement surveiller les dépenses afin d'éviter les dépassements.

F. Présentation des résultats d'une liquidation

109. Comme il a déjà été signalé plus haut, lorsqu'une entité est en cours de liquidation le principe de la continuité de l'exploitation cesse de s'appliquer. Le Comité estime nécessaire de fixer une procédure pratique et transparente pour régir la manière de rendre compte, à intervalles réguliers, de l'état de la situation en ce qui concerne la liquidation de l'actif et du passif d'une

/...

mission. À cette fin, peut-être faudrait-il mettre au point un mode de présentation adapté à la communication des résultats de la liquidation des actifs.

VI. CONCLUSION

110. La liquidation d'une entité a un seul but : réaliser l'actif afin de régler le passif.

111. Il faut donc absolument que la liquidation de l'APRONUC se fasse dans les délais les plus brefs possibles, afin de minimiser les coûts et d'éviter que l'opération ne prenne les apparences d'une activité continue. Le plus grand risque, en l'occurrence, tient au caractère aléatoire des encaissements qui doivent permettre de régler le passif. Si les contributions mises en recouvrement ne sont pas réglées rapidement, l'opération de liquidation risque de tarder à se terminer.

112. Compte tenu du nombre de questions en suspens, le Comité compte procéder à la vérification finale des comptes de la liquidation de l'APRONUC dans les trois mois qui suivront l'achèvement de cette liquidation, prévu le 31 décembre 1995. Cela devrait laisser le temps d'arrêter définitivement les comptes de l'opération, et donc faciliter les travaux de vérification.

VII. REMERCIEMENTS

113. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Secrétaire général de l'ONU, le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, ainsi que leurs collaborateurs et les membres de leur personnel, de l'aide et du concours qu'ils lui ont apportés.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde

(Signé) Codanda Ganapathi SOMIAH

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

(Signé) John BOURN

Le Vérificateur général des comptes du Ghana

(Signé) Osei Tutu PREMPEH

28 juin 1995

/...

APPENDICE I

A. Transferts de véhicules partiellement confirmés

Mission	Type de véhicule	Nombre de véhicules transférés	Nombre de transferts confirmés	Nombre de transferts restant à confirmer
ONUSOM	Véhicule spécialisé	70	22	48
MONUG	Jeep légère ou moyenne	60	19	41
MONUIK	Camion léger	203	3	200
FORPRONU	Motocyclette	593	592	1
ONUSOM	Remorque	29	16	13
		955	652	303

B. Transferts de véhicules confirmés en totalité

Mission	Type de véhicule	Nombre de véhicules dont le transfert a été confirmé
FORPRONU	Berline légère	15
ONUSOM	Berline légère	66
MINUAR	Berline légère	8
MINURSO	Berline légère	1
MINURSO	Berline moyenne ou lourde	1
ONUSOM	Berline moyenne ou lourde	26
ONUSOM	Jeep légère ou moyenne	260
FORPRONU	Jeep légère ou moyenne	139
MONUIK	Jeep légère ou moyenne	113
MINURSO	Jeep légère ou moyenne	36
ONUST	Jeep légère ou moyenne	39
FINUL	Jeep légère ou moyenne	14
MINUAR	Jeep légère ou moyenne	110
MONUL	Jeep légère ou moyenne	106
MINURSO	Camion léger	40
ONUSOM	Camion léger	506
ONUST	Camion léger	50
MONUL	Camion léger	3
MONUG	Camion léger	2
ONUMOS	Camion léger	198
MINUAR	Camion léger	124
FORPRONU	Camion léger	892
MONUIK	Minibus	13
FORPRONU	Minibus	7
FINUL	Minibus	6
MONUL	Minibus	16
ONUSOM	Minibus	10
MIPRONUC	Minibus	15
FORPRONU	Véhicule spécialisé	20
MONUL	Véhicule spécialisé	10

/ ...

Mission	Type de véhicule	Nombre de véhicules dont le transfert a été confirmé
ONUMOZ	Véhicule spécialisé	9
MINUAR	Véhicule spécialisé	5
ONUSOM	Motocyclette	310
FORPRONU	Véhicule antimines	10
ONUSOM	Ambulance	2
MINUAR	Ambulance	3
MONUL	Ambulance	2
MONUG	Ambulance	1
ONUSOM	Engin de déminage	3
		3 191

C. Transferts de véhicules non confirmés

Mission	Type de véhicule	Nombre de véhicules transférés
MICIVIH	Jeep légère ou moyenne	70
MONUT	Jeep légère ou moyenne	3
ONUMOZ	Jeep légère ou moyenne	228
MINUHA	Jeep légère ou moyenne	100
FINUL	Camion léger	10
MINUHA	Camion léger	212
Commission spéciale de l'ONU	Camion léger	6
MINUHA	Minibus	10
MONUG	Minibus	4
MINUHA	Véhicule spécialisé	1
MINUHA	Motocyclette	5
ONUSOM	Car moyen	9
FORPRONU	Remorque	7
		665

RÉCAPITULATIF

	Nombre de véhicules transférés	Nombre de transferts confirmés	Nombre de transferts restant à confirmer
Appendice I.A	955	652	303
Appendice I.B	3 191	3 191	—
Appendice I.C	665	—	665
	4 811	3 843	968

APPENDICE II

État des confirmations de transferts de matériel informatique

Mission	Unités transférées		Nombre de transferts	
	Nombre	Valeur	Confirmés	À confirmer
		(Dollars É.-U.)		
MONUT	15	4 286	15	—
MINURSO	103	30 982	103	—
ONUSOM	728	315 480	523	205
ONUSAL	149	34 159	125	24
UNMOGIP	125	40 180	89	36
FORPRONU	11 827	1 153 868	437	11 390
MONUG	215	102 088	24	191
ONUMOZ	390	120 250	—	390
MINUHA	190	117 981	—	190
MONUOR	195	102 088	—	195
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	45	18 114	—	45
MONUL	110	94 839	—	110
MINUAR	656	195 585	—	656
Siège de l'ONU	386	521 419	—	386
CESAP	7	4 404	—	7
Centre pour les droits de l'homme	143	44 244	—	143
	15 284	2 899 967	1 316	13 968

APPENDICE III

État des confirmations de transferts de groupes électrogènes

Mission	Unités transférées		Nombre de transferts		
	Nombre	Valeur (Dollars É.-U.)	Confirmés	Valeur (Dollars É.-U.)	À confirmer
MINUAR	202	375 330	—	—	202
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	42	337 350	—	335 376	42
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	3	23 926	—	—	3
MONUL	96	378 267	96	—	—
MONUG	70	109 224	—	286 204	70
Contingent des gardes des Nations Unies en Iraq	9	52 877	—	58 877	9
ONUMOZ	268	509 335	—	—	268
ONUSOM	487	3 562 329	496	—	(9)
FORPRONU	1 292	6 600 471	549	—	743
FINUL	22	148 194	22	—	—
MONUIK	10	12 467	10	—	—
UNMOGIP	42	143 102	42	—	—
MINURSO	8	166 774	8	—	—
Dépôt de l'ONU	481	1 037 425	—	—	481
Centre pour les droits de l'homme	1	23 407	—	—	1
	3 033	13 480 478	1 223	680 457	1 810

APPENDICE IV

État des confirmations de transferts de matériel de transmissions

Mission	Unités transférées		Nombre de transferts		
	Nombre	Valeur	Confirmés	Valeur	À confirmer
		(Dollars É.-U.)		(Dollars É.-U.)	
MINURSO	232	60 558	383	—	(151)
MINUAR	51	224 545	26	37 079	25
UNAVEM	300	55 830	—	—	300
FNUOD	52	43 737	28	44 557	24
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	60	38 194	6	—	54
Contingent des gardes des Nations Unies en Iraq	1	6 025	—	—	1
FINUL	91	66 146	—	—	91
MONUIK	276	261 879	329	24 895	(53)
MINUHA	1 070	418 763	—	—	1 070
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	67	90 484	—	—	67
UNMOGIP	1	11 775	588	38 612	(587)
MONUG	472	172 695	55	—	417
MONUL	1 001	848 837	2 616	2 479 099	(1 615)
ONUMOZ	4 231	1 902 537	—	—	4 231
MONUOR	1 665	513 388	—	—	1 665
FORPRONU	7 167	5 675 268	2 320	—	4 847
Dépôt de l'ONU	41	54 195	470	393 497	(429)
ONUST	77	32 051	310	129 928	(233)
ONUSOM	3 353	1 668 122	1 831	—	1 522
CESAP	482	149 768	—	—	482
Centre pour les droits de l'homme	27	12 001	—	—	27
	20 717	12 306 798	8 962	3 147 667	11 755
Matériel de radiodiffusion		359 633			
		12 666 431			
